

Séance du 20 mai 2014

**ADMINISTRATION
COMMUNALE
de
SPA**

M. J. HOUSSA, Bourgmestre-Président; Mme S. DELETTRE, MM. Ch. GARDIER, P. MATHY, F. BASTIN, et P. BRAY, Echevins, MM. B. JURION, A. GOFFIN, L. MARECHAL, J-J. BLOEMERS, L. PEETERS, B. DEVAUX, Mme. F. GUYOT, M. F. GAZZARD, Mme L. DESONAY, M. W. M. KUO, Mme. M. STASSE, M. N. TEFNIN, Mmes C. MEURIS et J. DETHIER, Conseillers;
Mme M.-Cl. FASSIN, Directrice générale.

SEANCE PUBLIQUE

8.- Taxe additionnelle sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation directement avec le public d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications.

Le Conseil communal,

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, en particulier l'article 37 et l'article 43 (article 37 : "Il est établi par la Région wallonne une taxe annuelle sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation, directement avec le public, d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications." et article 43 :

"§ 1er. Par dérogation à l'article 42, les communes peuvent établir une taxe additionnelle de maximum cent centimes additionnels à la taxe établie à l'article 37 frappant les mâts, pylônes ou antennes visés à l'article 37 établis principalement sur leur territoire.

§ 2. La taxe additionnelle ne peut être l'objet d'aucune réduction, exemption ou exception."

Vu l'arrêt du 8 septembre 2005 de la Cour de Justice de l'Union européenne (affaires jointes C-544/03 et C-545/03);

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 189/2011 du 15 décembre 2011;

Vu les finances communales;

Considérant que les communes peuvent établir une taxe additionnelle de maximum cent centimes additionnels à la taxe régionale établie par l'article 37 du décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 et frappant les mâts, pylônes ou antennes visés au même article établis principalement sur leur territoire;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres » (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977);

Considérant que les communes sont de plus en plus fréquemment sollicitées, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des pylônes destinés à accueillir des antennes de diffusion pour GSM, portant atteinte à l'environnement dans un périmètre relativement important;

Qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques, constituant une nuisance visuelle et une atteinte aux paysages dans des périmètres relativement importants;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires des installations visées par la taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée;

Vu la demande d'avis de légalité faite au Directeur financier en date du 12 mai 2014;

Vu l'avis rendu par le Directeur financier en date du 12 mai 2014 ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

Le règlement-taxé sur les pylônes de diffusion pour GSM voté par le Conseil communal en séance du 5 novembre 2013 (pour les exercices 2014 à 2019) et rendu exécutoire en date du 13 décembre 2013 est supprimé et remplacé par le présent règlement établissant une taxe additionnelle sur les mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation directement avec le public d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunications.

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une taxe additionnelle communale à la taxe régionale établie par l'article 37 du décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 et frappant les mâts, pylônes ou antennes visés au même article établis principalement sur le territoire communal.

La taxe est fixée à 100 (cent) centimes additionnels.

Article 2 – L'établissement et la perception de la présente taxe communale s'effectueront par les soins de la Région Wallonne.

Article 3 – La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

La Secrétaire, (s) M.-Cl. FASSIN ----- Pour extrait certifié conforme :	Par le Conseil :	Le Président, (s) J. HOUSSA
La Directrice générale,	Par le Collège :	Le Bourgmestre,